

Filles-soldats

L'autre face de l'exploitation sexuelle et de la violence basée sur le genre féminin

WALTRAUD QUEISER MORALES, PHD*

Un simple coup d'œil sur les centaines de sources en ligne sur les « enfants-soldats » révèle que, dans cette première décennie du XXI^e siècle, les pires abus et la pire exploitation de ces victimes sont en cours¹. L'humanité a fait des progrès extraordinaires au cours de ces derniers 300 ans en augmentant la sensibilité et la prise de conscience, ainsi qu'en passant des lois et en formulant des politiques contre la plupart des pires violations des droits de l'homme, allant de la violence physique à l'esclavage pur et simple. Les lois internationales humanitaires et sur les droits de l'homme ont reconnu formellement et explicitement les droits des enfants et leur offre une protection spéciale². Récemment, d'autres gouvernements ont adhéré au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés³.

A l'heure actuelle cependant, d'après les appels récents d'organismes non gouvernementaux comme *World Vision*, l'*International Rescue Mission* et la *Coalition to Stop the Use of Child Soldiers* ainsi que d'organismes intergouvernementaux importants dont les Nations Unies et des agences spécialisées comme l'*United Nations Children's Fund*, des millions d'enfants dans le monde entier sont non seulement les victimes de conflits violents, mais sont aussi forcés de devenir des enfants-soldats. L'*International Rescue Committee* a décrit les atrocités systématiques commises contre les enfants du monde à peine moins qu'un « génocide » lent ou un « holocauste » qui n'a pas encore gagné toute l'attention ni la réponse organisée du monde⁴.

*Professeur de sciences politiques à l'University of Central Florida, l'auteur a reçu son BA de Catholic University of America et son MA et PhD de la *Graduate School of International Studies* de l'University of Denver. M^{me} Morales, Ph.D., est une généraliste en affaires internationales et en politique comparative ainsi qu'une spécialiste de l'Amérique latine (avec focus sur la région des Andes), du développement du tiers monde et du changement révolutionnaire comparatif. Elle a souvent été publiée dans sa spécialité. Elle est l'auteur et le co-auteur de cinq livres, le plus récent : *A Brief History of Bolivia*, 2^e édition, Facts on File, 2010. M^{me} Morales a reçu deux subventions du Programme Fulbright et une autre du *National Endowment for the Humanities*.

Causes fondamentales et conséquences de l'utilisation de filles-soldats

Les conditions de guerre civile et de conflit armé sapent la capacité qu'ont les familles et les communautés de protéger ses jeunes des deux sexes, mais surtout les très jeunes filles qui sont soumises à des restrictions sociales, culturelles et souvent religieuses, même en temps de paix. En outre, un grand nombre de ces victimes féminines du chaos social et de la violence deviennent orphelines ou réfugiées, se débattant désespérément pour survivre à la faim, à la douleur et aux maladies qu'apportent le terrorisme, la révolution et la guerre. Ces filles sont une proie facile dans un cycle d'abus. Les conflits globaux leur dérobent leur enfance, leur humanité et leur vie même. Des sources estiment que plus de 300.000 enfants de moins de 18 ans ont été happés dans plus de 30 conflits dans le monde⁵. À peu près 40 pour cent de ceux-ci, soit 120.000 enfants-soldats, sont des filles dont les souffrances ne sont pas toujours reconnues car l'attention internationale s'est largement concentrée sur les garçons soldats⁶. En général, quand les gens parlent d'enfants-soldats, l'image populaire est celle de garçons plutôt que celle de milliers de filles qui composent les *armées de l'ombre* moins visibles dans les conflits du monde entier. Les filles sont non seulement des combattantes actives, mais elles ont aussi d'autres fonctions militaires, du renseignement et du soutien médical au nettoyage et à la cuisine. Pire, un nombre de filles jeunes, même prépubertaires, deviennent des esclaves sexuelles pour les troupes et/ou sont forcées dans des pseudo-mariages avec des chefs de groupes armés⁷.

D'après les Nations Unies et *Save the Children*, les zones de conflit principales où le problème tragique de garçons et de filles-soldats a été et demeure grave comprennent la Colombie, le Timor Oriental, le Pakistan, l'Ouganda, les Philippines, le Sri Lanka, la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Nord et l'Afrique Occidentale⁸. Des atrocités causées par un conflit et commises contre de jeunes garçons et filles ne sont cependant pas un phénomène entièrement nouveau. Dans les guerres du passé et dans les conflits modernes comme ceux en Afghanistan, Tchétchénie, l'ancienne Yougoslavie, Haïti, le Libéria, le Pérou, le Rouanda et la Sierra Leone, le recrutement et l'abus d'enfants-soldats a eu lieu. Comme les jeunes garçons, la plupart des filles-soldats sont enlevées ou recrutées de force dans des groupes armés réguliers ou irréguliers, allant de forces paramilitaires soutenues par le gouvernement, les milices et les forces d'autodéfense aux groupes s'opposant au gouvernement et aux groupes dissidents, souvent basés sur une idéologie, un parti, une religion ou une ethnie. Une minorité, de filles en particulier, peut donner l'impression de vouloir joindre « volontairement » les armées irrégulières. En fait, la

plupart n'ont pas le choix et veulent désespérément échapper à la violence et aux abus autour d'elles, s'engageant simplement pour survivre.

Une fois militarisés et endurcis par la brutalité, les jeunes enfants des deux sexes sont souvent obligés de porter des armes et de tuer, parfois d'autres enfants et même des membres de leur famille. Dans des entretiens horribles, d'anciens enfants-soldats ont révélé qu'ils n'avaient pas eu d'autre choix que de tuer ou d'être tués. Les chefs de groupes armés préfèrent souvent les enfants-soldats parce que les jeunes enfants, en particulier les filles, sont plus obéissants, vulnérables et malléables, parce que leur code moral n'est pas encore formé et qu'ils sont plus faciles à influencer. Les enfants peuvent être endoctrinés de bonne heure pour devenir la prochaine génération de terroristes et de rebelles ainsi qu'une base sympathisante de soutien dans la société civile. Les enfants-soldats, n'étant pas payés et ayant besoin de moins de nourriture, fournissent une puissance de combat rapide et bon marché à la demande. Avec la prolifération d'armes légères, mais mortelles, même de très jeunes filles peuvent devenir des combattantes. Dans un rapport vers la fin de la guerre civile de dix ans, un travailleur humanitaire au Liberia en 2003 a mentionné voir une « fille-soldat si petite que le canon de son fusil trainait sur le sol⁹ ». Des garçons et filles très jeunes peuvent accomplir des tâches d'appui essentielles et libérer des guerriers masculins adultes plus expérimentés. De ce fait, les filles-soldats, pas moins que les garçons soldats, sont devenues de la chair à canon au front des armées du tiers-monde, des groupes terroristes et des guérillas.

Une situation d'instabilité sociale, politique et de violence est souvent causée par ou accompagnée par la surpopulation, la pénurie et la dévastation environnementale avec sécheresse, inondations, famine et autres catastrophes naturelles ou causées par l'homme¹⁰. Certaines des pires dévastations écologiques et des pires violations des droits de l'homme ont eu lieu dans les « états défaillants » d'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Europe centrale et de l'est, de l'Asie et de l'Amérique latine qui ont eu aussi leur part de violence interne. Hans Magnus Enzensberger a créé le terme *guerres civiles moléculaires* pour décrire la désintégration de l'état et les guerres civiles incontrôlées où des enfants jeunes et désespérés attaquent les faibles et s'attaquent entre eux¹¹. Dans cette vision des choses, ces guerres irrégulières sont non seulement très répandues dans le monde en voie de développement, démunis sur le plan économique, mais sont aussi exprimées dans la violence des gangs et la guerre urbaine qui pèsent sur les sociétés industrialisées et post-modernes dans le monde entier. Les experts ont aussi noté que ces « conflits armés à faible intensité tombent directement dans le terrorisme et le trafic

illégal de drogue et d'armes », de diamants de sang, de minéraux de valeur et d'esclavage humain et sexuel¹². Ces conditions prennent pour victimes les jeunes et favorisent une culture de violence et de non-respect des lois qui peut devenir une alternative attrayante, ainsi que la seule possible, pour de jeunes garçons et filles qui sont traumatisés et plus facilement « socialisés » dans la prochaine génération d'insurgés, de force d'appui et de guerriers. Dans le monde entier, des générations entières d'enfants ont déjà été décimées par cette crise, en particulier des filles-enfants, qui étaient les futures mères, dispensatrices de soins et ancrs familiales de ces sociétés.

Les armées de l'ombre de filles

Les experts indiquent que la moitié des membres des forces paramilitaires pro-gouvernementales, et des rebelles participant à la violence et aux guerres civiles d'Afrique, consiste en enfants-soldats recrutés ou enlevés et que la moitié environ sont des filles¹³. En Ouganda, par exemple, les organisations de défense des droits de l'homme ont documenté l'enlèvement de dizaines de milliers d'enfants terrifiés de villages pauvres pendant la nuit et leur enrôlement dans les armées rebelles de guérilla comme la *Lord's Resistance Army* qui opère dans le nord. L'*International Rescue Committee* documente que plus de 30.000 enfants ont été forcé en esclavage militaire pendant la guerre civile de plusieurs décennies toujours en cours contre le gouvernement de l'Ouganda et que 1,7 million de personnes, soit 80 pour cent de la population, ont été déplacées. Au milieu de ces troubles migratoires, les filles-enfants qui fuient leur maison et leur communauté sont particulièrement en danger, car elles sont violées de façon routinière et forcées de devenir des esclaves sexuelles pour les chefs rebelles et la troupe en général.

La République Démocratique du Congo a vu aussi des sévices horribles liés à la guerre commis sur ses enfants. Là, malgré la fin officielle de la guerre civile de 1998-2003 parmi les quatre groupes rebelles concurrents, une décennie de combat, des éruptions volcaniques, des flambées du virus Ebola mortel et un déplacement interne massif de réfugiés ont créé des conditions permettant l'enlèvement et l'abus routiniers de jeunes filles comme enfants-soldats et esclaves sexuelles. Tous les groupes combattants ont recruté et enlevé des enfants-soldats qui composaient jusqu'à quelque 40 pour cent des groupes armés. Au moins 30.000 enfants ont activement participé au combat dans ce pays. Des milliers de filles, 12.500 à l'heure actuelle, se trouvent dans des groupes armés et servent ces forces irrégulières congolaises dans des rôles d'appui et sexuels¹⁴. Tant que les combats

continuent, le processus de désarmement et de démobilisation des filles (et des garçons) soldats restera au point mort.

La région du Darfour au Soudan est une autre zone critique de guerre interne, de sévices contre femmes et filles-enfants et d'enlèvements forcés d'enfants-soldats. Les efforts des gouvernements nationaux ainsi que des agences privées et internationales pour résoudre cette crise et protéger les jeunes et ceux qui sont vulnérables, n'ont pas été couronnés de succès. Depuis le début de la rébellion, renouvelée en 2003, des attaques brutales contre des groupes de fermiers d'ethnie africaine par le *Janjaweed*, une milice pro-gouvernementale d'Arabes nomades, ont tué plus de 200.000 personnes et 2.500.000 ont fui, s'entassant dans des camps de réfugiés¹⁵. En 2004, environ 17.000 enfants servaient dans les milices armées du gouvernement et des groupes d'opposition, quelque 2.500 à 5.000 enfants-soldats servaient dans la seule Armée populaire de libération du Soudan, bien que le groupe insurgé ait indiqué avoir démobilisé 16.000 enfants combattants, y compris un nombre estimé de 600 filles entre 2001 et 2004¹⁶. Au Libéria également, pendant la guerre civile de 1989 à 1997, 21.000 enfants environ faisaient partie de groupes armés et 5.000 filles environ ont combattu activement pendant la guerre. Le conflit recommença en 2000 et, à la fin de 2003, le nombre de filles-soldats était passé à 8.500 alors que la violence faisait rage dans les pays voisins, malgré un accord de paix signé en août 2003¹⁷.

Au début de 2008, de nouveaux conflits d'armées gouvernementales et privées au Kenya, au Tchad, au Congo et au Liberia dégénéraient en chaos sans lois et en génocide tribal et ethnique au Rouanda. Au Kenya, un pays à prospérité et stabilité relatives, des bandes itinérantes de jeunes hommes et garçons armés de machettes commirent des atrocités contre des groupes ethniques rivaux, tuant femmes et enfants dans la région riche de la *Rift Valley*¹⁸. Des armées « d'enfants des rues inhalant de la colle » dans les taudis volatils des villes principales triaient ce qui restait de la destruction causée par le piage et la violence d'émeutiers en colère. Jusqu'à maintenant 800 personnes ont été tuées et 300.000 au moins déplacées. Si les conditions ne se stabilisent pas, ces jeunes et ces garçons et filles déchainés et sans abri sont les armées d'enfants potentielles de l'avenir¹⁹. Malgré le revenu du pétrole au Tchad, l'un des pays d'Afrique les plus pauvres et les moins stables, les combats entre groupes rebelles et le gouvernement ainsi qu'une guerre par procuration non déclarée entre le Tchad et le Soudan courent le risque d'une escalade en un conflit régional plus vaste. La crise du Tchad, un pays avec des frontières poreuses et des divisions politiques et ethniques similaires, est une extension

du conflit du Darfour. L'armée du président autoritaire du Tchad a incorporé des enfants-soldats dans ses rangs, certains n'ayant pas plus de 9 ans, et à peine plus grands que les armes automatiques qu'ils portent. Un rapport de *Human Rights Watch* de 2007 a confirmé que de jeunes garçons et filles ont été forcés de combattre pour le gouvernement et les armées rebelles²⁰.

La situation est aussi critique pour les filles-soldats dans toute l'Asie. En Asie du Sud et du Sud-est, les filles rejoignent des groupes armés pour « échapper à l'esclavage domestique, aux mariages forcés et à d'autres formes de discrimination basée sur le genre²¹ ». Au Sri Lanka par exemple, dans l'insurrection séparatiste conduite par les Tigres de libération du Tamil Eelam, quelque 43 pour cent, soit 21.500 des 51.000 enfants-soldats participant au conflit étaient des filles²². Il avait été rapporté que 128 des 180 guérilleros Tigres Tamouls tués dans une attaque gouvernementale étaient des filles enfants²³. La guerre civile avait escaladé avec de nouvelles attaques et de nouveaux attentats dont un par une fille kamikaze en février 2008²⁴. Aux Philippines, les filles sont recrutées régulièrement comme combattantes dans les diverses insurrections de guérilla actives dans ce pays depuis des décennies. Cependant, au Sri Lanka et aux Philippines, les filles recrutées n'ont pas subi de sévices sexuels et, comme dans d'autres groupes armés, les relations intimes entre hommes et jeunes femmes sont interdites sans l'approbation de la femme/fille et du chef du groupe armé. D'un autre côté, en Afghanistan, des filles ont été forcées dans des mariages basés sur les clans avec des combattants de milices et de groupes armés dissidents²⁶. Au Népal, les rebelles maoïstes et les forces gouvernementales ont recruté, enlevé et torturé des enfants. L'Armée populaire de libération maoïste recruta de force des jeunes filles (et des garçons) dans sa « guerre du peuple », les enlevant de leurs écoles et les soumettant à un endoctrinement politique. Dans certains cas, les garçons et les filles ne furent jamais relâchés, mais formés à l'utilisation des armes et envoyés dans des zones de combat ou utilisés dans d'autres rôles d'appui. Quelque 2.000 à 4.000 enfants furent recrutés entre 1996 et 2004, y compris un nombre de filles-soldats qui, dans certains cas, ont rapporté des sévices sexuels. De leur côté, les forces gouvernementales ont enlevé, questionné et torturé les filles et garçons soldats soupçonnés de terrorisme²⁷.

Bien que le problème ne soit pas aussi répandu ou pernicieux qu'en Afrique et en Asie, depuis les années 1960, les guérillas et les groupes paramilitaires d'Amérique centrale et d'Amérique latine ont incorporé des enfants-soldats dans leurs rangs, y compris des filles, principalement en provenance de groupes indigènes ou paysans – soit par détournement soit par force. Pendant les années

1980 et 1990, le mouvement de guérilla *Senderoso Luminoso* (Sentier lumineux) avait un contingent important de jeunes femmes, certaines recrutées de force. Les divers groupes révolutionnaires et de guérilla au Guatemala, Honduras, Nicaragua et El Salvador comprenaient des filles-soldats. Avec la fin des insurrections, de nombreuses filles ont été recrutées par des gangs de jeunes. Dans de nombreux cas, ces filles étaient peut-être volontaires, attirées par une cause populaire ou essayant d'échapper à la pauvreté générale, au conflit et/ou aux représailles par les forces de sécurité et paramilitaires. L'engagement volontaire, cependant, ne les a pas toujours protégées des sévices et de l'exploitation de même qu'elles n'étaient pas libres de partir. Les statistiques sont malheureusement difficiles à obtenir car les chefs des forces armées et d'armées irrégulières ne publient pas le rôle des enfants-soldats, encore moins celui des filles enfants, ayant peur d'être poursuivis pour crimes de guerre.

En Colombie, après la montée d'importants mouvements de guérilla dans les années 1960 et 1970, un nombre croissant de filles-soldats et de cadres féminins ont rejoint, ou ont été forcé de rejoindre, les rangs de la guérilla, des narcoterroristes et des groupes paramilitaires²⁸. Les groupes armés les plus proéminents comprennent les rebelles antigouvernementaux du FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* ou Forces armées révolutionnaires de Colombie), de l'ELN (*Ejército de Liberación Nacional* ou Armée de libération nationale) et les forces progouvernementales de l'AUC (*Autodefensas Unidas de Colombia* ou Forces d'autodéfense de Colombie), respectivement²⁹. Parmi environ 14.000 enfants-soldats recrutés par les groupes paramilitaires et d'opposition armés, le nombre de femmes et de filles était très élevé. Par exemple, dans les rangs du FARC et de l'ELN les femmes et les filles comprenaient jusqu'à 50 pour cent des recrues. En 2001, un fonctionnaire des Nations Unies a condamné l'utilisation de plus de 2.500 filles-soldats, principalement dans le FARC, et leur viol et les sévices sexuels commis par les chefs³⁰. Bien que les forces paramilitaires aient eu tendance à compter moins de femmes et de filles dans leurs rangs, les filles-soldats attachées aux groupes armés dans tous les côtés de la guerre civile étaient traitées durement, rapportant qu'elles étaient souvent forcées d'utiliser des contraceptifs et de subir des avortements³¹.

Toutes les parties à la guerre civile colombienne, qui dure depuis plus de 40 ans, ont déclaré leur respect des droits de l'homme internationaux, y compris ceux qui touchent aux femmes et aux enfants. Pourtant, les tactiques mêmes de la guerre irrégulière ont érodé la distinction entre combattants et civils³². En outre, les paysans et indigènes sans défense (même dans les pays voisins) ont été victimes

d'armées privées en maraude conquérant ou s'appropriant territoire et ressources. Des massacres ont eu lieu de tous les côtés, particulièrement de femmes et d'enfants, et des millions de Colombiens déplacés sont devenus des réfugiés internes et des résidents de camps dans les états limitrophes. Parmi ceux-ci, plus de la moitié ont moins de 18 ans et sont considérés comme des enfants selon les lois actuelles des droits de l'homme³³. En fait, pendant la pire période des guerres de la drogue en Colombie, des enfants étaient recrutés dans des gangs de jeunes appelés *sicarios* (garçons tueurs) pour servir de « chair à canon pour le cartel de Medellin », fournissant logistique, renseignements et propagande³⁴. Les forces paramilitaires ont continué cette pratique et ont recruté systématiquement des enfants-soldats dans leurs milices urbaines. Beaucoup sont devenus des gangs de drogue mafieux. Des campagnes violentes de « nettoyage social » ont visé les enfants de la rue et les « délinquants », y compris des jeunes filles forcées à se prostituer³⁵. Après l'augmentation des enlèvements lors des années 1990, les femmes et les filles, que les guérilleros colombiens gardaient pendant des mois et des années comme forme d'extorsion et pour financer leur cause, devenaient parfois des recrues ainsi que des partenaires sexuels et des « femmes » pour les soldats et les chefs³⁶.

Défis singuliers pour désarmer et réhabiliter les filles-soldats

Ces cas montrent que, dans des guerres internes et externes, les armées irrégulières (et même régulières) emploient systématiquement et intentionnellement de la violence basée sur le genre, c'est-à-dire une violence qui vise les femmes et les enfants de sexe féminin de façon disproportionnée, comme un instrument efficace de terreur, une guerre psychologique contre les communautés : de l'épuration ethnique pure et simple³⁷. La violence basée sur le genre peut être dirigée contre des jeunes filles et des femmes de toutes cultures et classes socioéconomiques bien que les pauvres et les dépossédés soient plus facilement ciblés. Les armées visent les femmes et les enfants de sexe féminin parce qu'elles sont les plus vulnérables et impuissantes, notamment dans les pays du tiers monde sous-développés et en proie à des conflits. En particulier en Afrique, par exemple, les agents des droits de l'homme ont observé une violence systématique et indicible contre des femmes et de très jeunes enfants ; ils ont rencontré aussi des victimes de viol ne dépassant pas l'âge de 14 mois. Dans des situations de survie désespérées, les filles-soldats sont obligées de troquer des services sexuels pour éviter mutilations et sévices plus importants ou simplement pour rester en vie un autre jour ou une autre semaine. En fait l'*International Rescue Committee* et les organismes des droits de l'homme

des Nations Unies rapportent l'utilisation de viol, d'esclavage sexuel, de prostitution forcée et de « mariage » ainsi que de violence générale et de mutilations, comme des armes typiques employées contre les filles-soldats dans le monde entier. Il est clair que dans certaines instances ces tactiques sont des violations majeures des droits de l'homme (des crimes de guerre) et qu'elles menacent aussi la santé publique et la sécurité des populations où elles sont utilisées³⁸. En Afrique comme ailleurs, la pandémie VIH/SIDA ainsi que d'autres maladies transmises sexuellement ont été alimentées par la violence aveugle basée sur le genre. D'autres conséquences négatives comprennent un taux de mortalité maternelle et infantile élevé (ainsi que des suicides subséquents de mères) et l'abandonnement d'enfants non voulus³⁹.

Forgotten Casualties of War: Girls in Armed Conflict, un rapport publié en 2005 par *Save the Children*, a mis l'accent non seulement sur les terribles sévices subis par les enfants de sexe féminin, mais aussi sur les difficultés particulières rencontrées pour corriger les conséquences des violations des droits de l'homme et pour réintégrer les filles dans leurs communautés. Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) ont eu moins de succès avec les filles-soldats parce que les filles et femmes rencontrent régulièrement censure et rejet. Elles se retrouvent dans un *no man's land*, « coincées entre la récrimination des groupes armés si elles partent et celle de la communauté si elles retournent chez elles⁴⁰ ». D'après le rapport, dans le cas de groupes armés, de nombreuses filles ont « trop peur de rester et trop peur de partir » et beaucoup n'ont jamais le choix⁴¹. Les familles et les communautés les rejettent comme « salies », « immorales » ou même comme des « prostituées » qui ont souillé l'honneur de la famille et de la communauté. Les filles qui reviennent avec un bébé ont rencontré encore plus de ressentiment et d'isolement dans leur communauté. Une fois que les anciennes filles-soldats étaient stigmatisées comme faciles et causant des problèmes, sans réseau de soutien social ni de moyen de gagner leur vie, le cycle de victimisation et d'abus continuait souvent, les obligeant à se prostituer pour survivre. Sans la protection de la communauté et/ou une intervention internationale, elles peuvent courir un risque encore plus grand d'être encore recrutées par des groupes armés.

Le désarmement et la réhabilitation des filles-soldats ont été lents et difficiles en Colombie. Un chercheur a conclu qu'entre 1988 et 1994, environ 25 pour cent des guérilleros réhabilités étaient des femmes, bien qu'un plus petit nombre ait participé aux combats et dans des affectations à haut risque⁴². Moins de filles et femmes soldats sont mortes dans la guerre civile, mais plus de femmes ont été

déplacées et sont devenues des victimes à trois niveaux. Avec leurs familles, elles ont souffert de la violence, perdu leurs moyens de subsistance et subi un déracinement social et émotionnel⁴³. Comme avec les filles-soldats et les victimes de sexe féminin ailleurs, cette victimisation a rendu leur démobilisation et leur réintégration dans la société particulièrement difficiles. Pour une raison ou pour une autre, la société a stigmatisé plus facilement les femmes comme étant « responsables de leur propre disgrâce⁴⁴ ».

En plus des entraves psychologiques, culturelles et sociales, le rapport a noté également le sous-financement chronique des programmes DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) étant donné les énormes besoins, particulièrement en Afrique. L'étude a indiqué qu'en Sierra Leone uniquement, plus de 20.000 enfants avaient droit à un paquet DDR qui comprenait de l'argent pour trois ans d'école ou d'apprentissage. Cependant, à peine 4,2 pour cent des filles dans ce pays et 2 pour cent dans la République Démocratique du Congo ont perçu les avantages du processus DDR⁴⁵. De nombreuses filles interviewées par *Save the Children* craignaient l'examen et le stigmatisé, elles n'étaient pas à l'aise avec l'orientation militarisée du processus. Malheureusement, le nombre d'armes mises hors d'action déterminait largement le succès du programme. Alors que les fonds s'amenuisaient et disparaissaient, seules les filles qui pouvaient prouver qu'elles savaient tirer au fusil reçurent un colis d'aide, normalement un peu de nourriture, de l'eau, une toile en plastique pour un abri et parfois un petit paiement unique et le transport chez elles. En outre, tant que les conflits continuent à faire rage, ces filles ne peuvent pas faire d'études ou gagner leur vie et elles demeurent souvent soumises à de nouvelles violations et à un recrutement de force ; en fait, les forces irrégulières ciblent de façon routinière les écoles et les centres de formation comme « terrains de chasse » privilégiés pour de nouveaux enfants-soldats.

Le rôle clef de la communauté internationale

Forgotten Casualties of War: Girls in Armed Conflict a critiqué les efforts internationaux en faveur des filles-soldats citant le problème fondamental de discrimination basée sur le genre : les filles « font face tous les jours à de la discrimination de leurs camarades soldats, des chefs, des autres citoyens, des gouvernements, et peut être le plus choquant de tous, de la part de la communauté internationale⁴⁶ ». Les filles elles-mêmes ont identifié les façons clefs dont la communauté internationale pourrait les aider à réintégrer leur communauté : médiation et soutien émotionnel ; aide dans l'éducation, la formation et l'emploi ; soins médicaux pour traiter les

maladies transmissibles sexuellement et promotion de la santé génésique. Le rapport a conclu en outre que les fonds devraient continuer à soutenir la libération des enfants des groupes armés, même pendant un conflit ; que le développement communautaire était essentiel au programme DDR pour enfants ; qu'un fonds spécial devrait viser les besoins spécifiques des filles et demeurer indépendant de tout processus formel DDR ou politique ; et que « tous les états devraient ratifier, mettre en vigueur, surveiller, et faire des rapports sur les traités internationaux de protection des enfants », en particulier la récente Convention des Nations Unies sur les droits des enfants et le Protocole facultatif⁴⁷.

Bien que le désarmement des filles-soldats soit essentiel, la réintégration dans leur communauté est d'une importance égale. Une première étape importante consiste à faire face aux idées fausses et à reconnaître le rôle central que le sexe et les préjugés liés au genre jouent dans le processus. L'image des filles-soldats a mis l'accent sur la violence basée sur le genre (viol et captivité sexuelle) et a eu tendance à ignorer la recherche montrant que dans de nombreux pays, particulièrement lors des récents conflits en Afrique, un nombre important (jusqu'à la moitié) de filles-soldats étaient des combattantes actives. D'un autre côté, ce problème comprend aussi des filles dans un rôle non combattant et d'appui militaire. Lorsque les fonds deviennent insuffisants, ces filles en particulier, ainsi que les filles en général, sont les plus désavantagées⁴⁸. Le rapport recommande qu'un minimum de 40 pour cent des fonds soit utilisé pour le DDR de filles et que les filles notamment ont besoin, et devraient recevoir, une aide spéciale en dehors du processus formel de DDR⁴⁹.

Au cours des dernières années, la campagne pour mettre fin à la tragédie des femmes soldats s'est intensifiée. En octobre 2006, une nouvelle étude par le Secrétaire général des Nations Unies – *mettre fin à la violence contre les femmes : des mots aux actes* – et la résolution de l'Assemblée générale de décembre 2006 pour « augmenter » les efforts d'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes » étaient une étape importante. En novembre 2007, cinq anciennes filles-soldats d'Ouganda, enlevées alors qu'elles étaient adolescentes et âgées maintenant de 20 à 28 ans, ont rendu visite à Radhika Coomaraswamy, la représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés au quartier général des Nations Unies à New York, pour demander un soutien international accru aux programmes pour les femmes. En tant que leaders d'un organisme non gouvernemental basé sur la communauté connu sous le nom d'*Empowering Hands*, organisme qui a permis le retour d'anciennes filles-soldats d'Ouganda dans leur

communauté et à la vie civile, les femmes ont montré non seulement leur solidarité avec les autres filles-soldats, mais aussi leur espérance d'une solution humaine⁵⁰.

En fin de compte, la crise des filles-soldats est extensive, complexe et à long terme. Elle représente une composante intégrale de la violence basée sur le genre et la militarisation des sociétés. Nulle communauté et nulle société n'est immunisée, même les pays développés et relativement sans conflit ont été critiqués pour leur recrutement de filles de moins de 18 ans dans leurs forces armées⁵¹. La solution à l'exploitation des filles-soldats demandera non seulement de la sensibilité et de la compréhension, mais aussi une mise en œuvre constante ainsi qu'un engagement financier et du ministère public des gouvernements locaux et de la communauté internationale. En outre, à la source du problème des filles-soldats se trouve le conflit endémique et l'absence d'alternatives de vie. Jusqu'à ce que la majorité des pays ait pu atteindre la stabilité socioéconomique, la plupart des solutions demeureront provisoires⁵².

Notes

1. L'UNICEF a défini un enfant soldat comme « étant un enfant – garçon ou fille – âgé de moins de 18 ans, qui fait partie de forces armées ou de groupes armés réguliers ou irréguliers dans toute affectation, y compris, entre autres : cuisiniers, porteurs, messagers et toute personne accompagnant ces groupes autres que les membres de la famille. Cela comprend garçons et filles recrutés dans un but sexuel et/ou de mariage forcé ». La définition ne s'applique donc pas uniquement à un enfant qui porte, ou a porté, les armes. Voir « feuille d'informations : enfants-soldats », UNICEF, www.unicef.org/emerg/files/childsoldiers.pdf (consulté le 13 janvier 2008). Couvrant la période d'avril 2001 à mars 2004, *Child Soldiers: Global Report 2004*, London : Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, 2004, est une suite au rapport de l'ONU 1996 sur les enfants-soldats – le Rapport Machel, par MACHEL, Graça, l'expert du Secrétaire général de l'ONU sur l'impact des conflits armés sur les enfants. D'après le *Global Report*, les enfants-soldats participent à des conflits actifs dans 28 pays et territoires (territoires palestiniens occupés), la majorité sont en Afrique (13), Asie (7) et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (6) ; la Colombie est la seule dans les Amériques et aux Caraïbes ; et la Russie est la seule en Europe et en Eurasie. Voir le Rapport Machel, « *The Impact of Armed Conflict on Children* », 26 août 1996, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N96/219/55/PDF/N9621955.pdf?OpenElement> ; et le Machel Strategic Review Report, « *Will You Listen? Young Voices from Conflict Zones* », 2007, www.un.org/children/conflict/_documents/pdf/Will_You_Listen_english.pdf.

2. Sont notables les Protocoles Supplémentaires à la Convention de Genève de 1977 et la Convention sur les droits des enfants de l'ONU de 1989. Pour une vue complète, voir HARVEY, Rachel, *Children and Armed Conflict: A Guide to International Humanitarian and Human Rights Law*, Montreal : International Bureau for Children's Rights, 2003, pp. 25–35, www.essex.ac.uk/armedcon/story_id/000044.pdf. Il s'agit d'un projet commun avec le *Children of Armed Conflict Unit of the Children's Legal Centre and Human Rights Centre* de l'Université d'Essex, Colchester, Royaume Uni.

3. L'âge de 18 ans a posé un dilemme particulier à un certain nombre de pays où une personne de moins de 18 ans peut se porter volontaire et être recrutée dans les forces armées. De ce fait, certains gouvernements ont hésité à signer des accords internationaux qui interdiraient le service militaire à toute personne d'un âge inférieur (certains pays signent en faisant des réserves). Le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur la participation des enfants aux conflits armés (2002) a augmenté l'âge standard de 15 ans comme établi à l'origine dans la convention ainsi que dans les Conventions de Genève de 1949 et dans les protocoles

additionnels subséquents de 1977. Les états qui ont signé le Protocole facultatif de 2002 doivent augmenter l'âge de recrutement volontaire dans les forces armées à 18 ans. En 2002 également, le Statut de Rome du Tribunal international criminel devint applicable ce qui fit de « la conscription, l'enrôlement ou l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans dans des hostilités par les forces armées nationales ou des groupes armés un crime de guerre ». Voir « Feuille d'informations : enfants-soldats » ; et le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, « Protocole facultatif à la convention facultative des droits de l'enfant sur la participation des enfants aux conflits armés », www2.ohchr.org/english/law/pdf/crc-conflict.pdf (consulté le 13 janvier 2008).

4. Voir plusieurs rapports de l'*International Rescue Committee*, www.theirc.org/resources/irc-cypd-child-soldiers-fact-sheet-august-2007.pdf ; « *Forced to Flee: Uganda's Young 'Night Commuters'* », www.theirc.org/where/page-28828228.html (consulté le 18 janvier 2008) ; et « *Children Targeted in Uganda's Horrific, Overlooked War* », 17 mars 2004, www.theirc.org/news/children_targeted_in_uganda-s_horrific_overlooked_war.html (consulté le 18 janvier 2008).

5. La plupart des sources indiquent une estimation de 300.000 enfants concernés. Voir HOBSON, Matt, *Forgotten Casualties of War: Girls in Armed Conflict*, Londres : Save the Children Fund, 2005, p. 1, « *Factsheet: Child Soldiers* » et International Rescue Committee, « *Child Soldiers Fact Sheet* », www.theirc.org/resources/irc-cypd-child-soldiers-fact-sheet-august-2007.pdf (consulté le 13 février 2008). Ces chiffres varient cependant, suivant que les conflits diminuent ou s'intensifient. Les documents et les feuilles d'information des Nations Unies et d'UNICEF ont aussi estimé que 250.000 enfants participaient à des conflits dans le monde entier. De la même façon, le nombre de conflits est passé de 28 à 30 pays (voir la note ci-dessus) et même plus dans des rapports antérieurs. Une information de presse de l'UNICEF note que « selon le nouveau rapport annuel du Secrétaire général sur les Enfants et les Conflits armés, le nombre de forces et de groupes armés identifiés comme utilisant des enfants est passé de 40 en 2006 à 57 en 2007 ». Voir « Le nombre de forces armées et de groupes armés utilisant des enfants-soldats passe de 40 à 57 », UNICEF, 12 février 2008, www.unicef.org/media/media_42833.html (consulté le 14 février 2008).

6. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 1. Voir aussi de CAPUA, Joe, « 120.000 filles que l'on croit être des enfants-soldats », *Voice of America News*, 25 avril 2005, www.voanews.com/english/archive/2005-04/2005-04-25-voa27.cfm (consulté le 13 janvier 2008) ; et STEELE, Jonathan, « Armies of Girls Caught Up in Conflict », *Guardian*, 25 avril 2005, www.guardian.co.uk/world/2005/apr/25/childprotection.uk (consulté le 18 janvier 2008).

7. Pour un exemple, voir McKAY, Susan et MAZURANA, Dyan, « *Girls in Militaries, Paramilitaries and Armed Opposition Groups* », document d'information invité pour la Conférence Internationale sur les enfants touchés par la guerre, Winnipeg, Canada, 2000 ; McKAY, Susan et MAZURANA, Dyan, « *Where Are the Girls? Girls in Fighting Forces in Northern Uganda, Sierra Leone and Mozambique: Their Lives during and after War* », Montreal : Centre International pour les droits de l'homme et le développement démocratique, 2004, <http://uwacadweb.uwyo.edu/MCKAY/Documents/girls%20ang%20v5.pdf>, McKAY, Susan, « The Inversion of Girlhood: Girl Combatants during and after Armed Conflict » in *A World Turned Upside Down: The Social Ecologies of Children in Armed Conflict*, ed. BOOTHBY, Neil, WESSELLS, Michael et STRANG, Alison. Bloomfield, CT : Kumarian Press, 2006, pp. 89–109 ; et MAZURANA, Dyan et McKAY, Susan, « Child Soldiers: What about the Girls? », *Bulletin of Atomic Scientists* 57, no. 5, 2001, pp. 30–35.

8. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. vi, p. 1.

9. *Child Soldiers: Global Report 2004*, p. 78. Le président du Liberia, Charles Taylor, fut plus tard accusé de crimes de guerre pour la conscription et la mise en esclavage d'enfants-soldats. Le processus en cours contre lui a commencé en juin 2007 à La Haye. Voir « War Crimes Trial Resumes for Former Leader of Liberia », *New York Times*, 8 janvier 2008, A8. Les milices soutenues par le gouvernement de Taylor ont commis des atrocités importantes en Sierra Leone voisine pour gagner le contrôle des soi-disant diamants de sang. Le conflit en Afrique du Nord-ouest, y compris dans les pays voisins : Guinée, Sierra Leone et Côte d'Ivoire, a vu l'utilisation systématique d'enfants-soldats ainsi qu'un nombre de filles par les forces gouvernementales du Liberia et par deux groupes rebelles armés. Le gouvernement avait une unité spéciale de garçons dont les membres ne dépassaient pas douze ans et des enfants de sept ans étaient recrutés. Les sévices contre les filles-soldats étaient très importants et les filles plus âgées étaient obligées de capturer et de recruter des plus jeunes pour des services sexuels. Des rapports ont aussi indiqué que des enfants de dix ans étaient envoyés au front, souvent drogués par leur chef et forcés d'assister et de participer à des violations de droits de

l'homme. Voir *Child Soldiers: Global Report 2004*, pp. 76–78. Voir aussi Human Rights Watch, *How to Fight, How to Kill: Child Soldiers in Liberia*, 2 février 2004, www.unhcr.org/refworld/docid/402d1e8a.html.

10. Par exemple, voir DOBKOWSKI, Michael N. et WALLIMANN, Isidor, eds., *On the Edge of Scarcity: Environment, Resources, Population, Sustainability, and Conflict*, Syracuse, NY : Syracuse University Press, 2002 ; et DOBKOWSKI, Michael N. et WALLIMANN, Isidor, eds., *The Coming Age of Scarcity: Preventing Mass Death and Genocide in the Twenty-first Century*, Syracuse, NY : Syracuse University Press, 1998.

11. LEWIS, Chris H., « Paradox of Global Development and the Necessary Collapse of Modern Industrial Civilization » in DOBKOWSKI et WALLIMANN, *Coming Age of Scarcity*, p. 50 ; et ENZENSBERGER, Hans Magnus, *Civil Wars: From L.A. to Bosnia*, New York : New Press, 1994.

12. RAPPOPORT, « Scarcity, Genocide, and the Postmodern Individual », in DOBKOWSKI et WALLIMANN, *Coming Age of Scarcity*, p. 271.

13. Pour une vue générale des filles dans les conflits armés en Afrique, voir HOLST-RONESS, Florence Tercier, *Violence against Girls in Africa during Armed Conflicts and Crises*, Addis Ababa : deuxième conférence internationale des politiques sur l'enfant africain : Violence contre les filles en Afrique, 11–12 mai 2006, [www.icrc.org/Web/Eng/siteeng0.nsf/htmlall/violence-girls-conference-110506/\\$File/International-Policy-Conference.pdf](http://www.icrc.org/Web/Eng/siteeng0.nsf/htmlall/violence-girls-conference-110506/$File/International-Policy-Conference.pdf).

14. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, pp. 1, 7, 11 ; et VERHEY, Beth, *Where Are the Girls? Study on Girls Associated with Armed Forces and Groups in the Democratic Republic of Congo*, Londres : Save the Children UK et le groupe ONG, novembre 2004. La guerre s'est officiellement terminée en 2003, mais les tueries et les morts n'ont pas cessé. Des milices rebelles combattent le gouvernement dans la région de l'Est, déplaçant 800.000 personnes. Les parties ont conclu un accord de paix de principe en janvier 2008. Une étude récente a conclu que depuis 1998, plus de 5,4 millions de personnes sont mortes de faim, de maladie et d'autres causes liées à la guerre, presque la moitié étant des enfants de moins de cinq ans. Voir POLGREEN, Lydia, « Congo's Death Rate Remains Unchanged since War Ended in 2003, Survey Shows », *New York Times*, 23 janvier 2008, A8 ; et « Congo Opens Talks on Ending Fighting in Eastern Region », *New York Times*, 7 janvier 2008, A10.

15. « Des soldats soudanais tirent sur des soldats de la paix des Nations Unies au Darfour », *New York Times*, 9 janvier 2008, A3.

16. *Child Soldiers: Global Report 2004*, p. 291, pp. 318–20.

17. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, 7 ; et Amnesty International, Liberia, *The Promises of Peace for Over 21,000 Child Soldiers*, 17 May 2004.

18. Le Kenya compte plus de 40 tribus, dont quatre principales : Luo, Luyia, Kikuyu et Kalenjin. Depuis l'indépendance les Kikuyus ont prévalu, créant jalousie ethnique et haine. Mais la plus grande partie de la violence dans le pays s'est produite après les élections, comme en 1992 et en décembre 2007, de telle façon que la plupart des experts pensent que les problèmes sont vraiment politiques, blâmant des leaders qui sèment la discorde et qui manipulent les divisions ethniques. Voir GETTLEMAN, Jeffrey, « Kenya, Known for Its Stability, Topples into Post-Election Chaos », *New York Times*, 3 janvier 2008, A1, A6 ; et GETTLEMAN, Jeffrey, « Signs in Kenya That Killings Were Planned », *New York Times*, 21 janvier 2008, A1, A9.

19. GETTLEMAN, Jeffrey, « Kenyan City Is Gripped by Violence », *New York Times*, 6 janvier 2008, A6 ; et GETTLEMAN, Jeffrey, « U.S. Envoy Calls Violence in Kenya 'Ethnic Cleansing' », *New York Times*, 30 janvier 2008, A3.

20. Voir POLGREEN, Lydia, « Fighting in Chad Stirs Fears of Wider Conflict », *New York Times*, 7 février 2008, A1. Le Tchad connaît une violence endémique depuis des dizaines d'années. Le président Idriss Déby a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'état militaire en 1990 et fut réélu en 2006. Trois groupes rebelles basés au Darfour et qui seraient soutenus par le gouvernement soudanais essayent de le renverser. Le Soudan, d'un autre côté, accuse le Tchad d'abriter des rebelles soudanais qui combattent le gouvernement au Darfour.

21. *Child Soldiers: Global Report 2004*, p. 21, pp. 22–20.

22. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 1, pp. 7–8. Depuis 2006, quand la guerre de sécession de deux décennies recommença et qu'un cessez-le-feu échoua, plus de 5.000 personnes ont été tuées (quelque 70.000 depuis le début de la guerre en 1983).

23. « *Impact of Armed Conflict on Children* », UNICEF, www.unicef.org/graca/kidsoldi.htm (consulté le 18 janvier 2008).

24. « Bombings Mar Sri Lanka's 60th Anniversary of Statehood », *New York Times*, 5 février 2008, A9.

25. L'expérience des filles-soldats au Sri Lanka et aux Philippines a été différente de celle des filles en Angola et en Colombie. Il est clair que la situation peut varier de façon importante. Voir l'étude précoce, peut-être la première, des filles dans des conflits violents par KEAIRNS, Yvonne E., *The Voices of Girl Child Soldiers*, New York : Quaker United Nations Office, décembre 2002.

26. *Child Soldiers: Global Report 2004*, p. 21.

27. *Id.*, pp. 190–92.

28. Voir KEAIRNS, *Voices of Girl Child Soldiers*. Keairns a interviewé des filles-soldats colombiennes.

29. Ceux-ci sont seulement les groupes armés irréguliers principaux. Au cours des décennies récentes, plusieurs forces de guérilla supplémentaires ont opéré en Colombie, y compris le M 19 (Mouvement du 19 avril) et l'EPL (Armée populaire de libération) ainsi que divers escadrons de la mort et groupes paramilitaires de droite.

30. *Child Soldiers: Global Report 2004*, pp. 126–27.

31. *Id.*, p. 21, p. 127.

32. Par exemple un document de l'AUC qui circulait en 1997 a noté le dilemme des guerres irrégulières :

Le conflit actuel, du fait de sa nature même, est hors des normes du droit international qui s'applique à la guerre conventionnelle. L'AUC considère cependant que les normes du Droit humanitaire international : ... devraient être une obligation inévitable...

C'est une chose compliquée pour les participants à la guerre d'établir une distinction claire entre les combattants actifs, les sympathisants actifs, les sympathisants passifs, les auxiliaires, les informateurs, les fournisseurs, les courriers, les percepteurs, les extorqueurs, les transporteurs, les conseillers, les agents à la commission qui sont des bienfaiteurs, des promoteurs ou déguisés, etc., et le reste de la population civile.

Voir BERGQUIST, Charles, PENARANDA, Ricardo et SANCHEZ, Gonzalo G., eds., *Violence in Colombia, 1990–2000: Waging War and Negotiating Peace*, Wilmington, DE : Scholarly Resources, 2001, p. 251, p. 253. Le FARC (comme les forces paramilitaires) n'a également pas tenu sa promesse aux Nations Unies de ne pas recruter d'enfants. Voir *Child Soldiers: Global Report 2004*, pp. 18–19, pp. 126–30.

33. BERGQUIST, PENARAND, et SANCHEZ, *Violence in Colombia*, pp. 22–23.

34. CUBIDES, Fernando C., « From Private to Public Violence: The Paramilitaries », in BERGQUIST, PENARAND, et SANCHEZ, *Violence in Colombia*, p. 131.

35. RESTREPO, Luis Alberto M., « The Equivocal Dimensions of Human Rights in Colombia » in BERGQUIST, PENARAND, et SANCHEZ, *Violence in Colombia*, pp. 95–126.

36. On rapporte que le FARC a 700 captifs enlevés pour rançon, y compris plus de 40 otages politiques. Un certain nombre de nouveaux rapports de presse ont couvert cette situation. Voir GONZALEZ, Jenny Carolina et ROMERO, Simon Romero, « Marches Show Disgust with a Colombian Rebel Group », *New York Times*, 4 février 2008, A3.

37. On peut définir la violence basée sur le genre comme « les dommages physiques, psychologiques ou émotionnels y compris les dommages sexuels ou les menaces de voies de fait contre un individu ou un groupe d'individus (enfants et adultes) sur la base de leur genre ». HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 15.

38. Le Traité de Rome de 1998 de la Cour pénale internationale considère que la conscription ou l'incorporation « d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou groupes armés ou leur participation active aux hostilités » est un crime de guerre dans les conflits armés internationaux et non internationaux. *Child Soldiers: Global Report 2004*, p. 25.

39. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 15. En outre, *Save the Children* a prouvé que 32 pour cent de toutes les filles dans les groupes armés d'Afrique Occidentale avaient admis avoir été violées, que 38 pour cent avaient été traitées pour des maladies transmissibles sexuellement et que 66 pour cent étaient des mères célibataires.

40. STEELE, « *Armies of Girls* ».

41. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 12.

42. MEERTENS, Donny, « Victims and Survivors of War in Colombia: Three Views of Gender Relations » in BERGQUIST, PENARAND, et SANCHEZ, *Violence in Colombia*, p. 157.

43. *Id.*, p. 162.

44. *Id.*, p. 165.

45. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 7 ; et MAZURANA, Dyan E. et CARLSON, Khristopher, « From Combat to Community: Women and Girls in Sierra Leone », janvier 2004, www.womenwagingpeace.net/content/articles/SierraLeoneFullCaseStudy.pdf (consulté le 18 janvier 2008).

46. HOBSON, *Forgotten Casualties of War*, p. 1.

47. *Id.*, p. 2.

48. *Id.*, pp. 21-22.

49. *Id.*, p. 27.

50. « D'anciennes filles-soldats apportent de l'espoir à leurs camarades en Ouganda », communiqué de presse, Bureau de l'attaché spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, 9 novembre 2007, www.un.org/children/conflict/english/pr/2007-11-09171.html (consulté le 18 janvier 2008).

51. Par exemple, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont recruté des personnes de moins de 18 ans dans leurs forces armées. En outre, un nombre de pays occidentaux, y compris les États-Unis, n'ont pas demandé aux gouvernements qui reçoivent de l'aide et de la formation militaire de mettre fin à leur utilisation d'enfants-soldats.

52. Voir COLLIER, Paul et al., *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, Rapport de recherche sur la politique de la banque mondiale, Washington, DC / New York : World Bank / Oxford University Press, 2003.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp